

Une aide précieuse... bien que modérée

LOGEMENT La Ville de Bienne élève le soutien aux loyers pris en charge par l'aide sociale pour les ménages d'une à deux personnes, soit 80% des bénéficiaires. Dès ce samedi, il augmentera de 50 francs.

PAR MAEVA PLEINES

Cinquante francs de plus par mois. Un montant dérisoire ou un gros soulagement, tout dépend des points de vue. C'est en tout cas l'augmentation des plafonds de loyers pour les ménages d'une à deux personnes bénéficiant de l'aide sociale dans la cité seelandaise ou à Evilard. A partir de samedi, l'autorité sociale de la Ville de Bienne accordera 700 francs nets au lieu de 650 aux célibataires et 950 francs nets plutôt que 900 aux duos.



Sur le marché, nous trouvons très peu de logements adaptés pour les personnes à bas revenus."

DANIEL BACHMANN
DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION
D'AIDE AU LOGEMENT CASANOISTRA

Elsa* ne cache son soulagement. Pour cette mère de trois enfants, l'adaptation amène une grande amélioration. La Biennoise reçoit de l'aide pour un ménage de deux personnes, ses aînés étant adultes. Néanmoins, son logement a quatre chambres car elle doit toujours les accueillir. «Cette augmentation est vraiment bienvenue. Je dois avouer qu'elle aurait pu être plus élevée. En effet, la récente hausse généralisée des prix se ressent fortement. Il devient de plus en plus difficile de subsister, surtout seule avec des enfants à charge et en pleine formation non rémunérée», concède-t-elle.



Le directeur de l'Action sociale à Bienne, Beat Feurer, estime que les logements à bas loyer ne manquent pas dans la cité seelandaise, même si tout le monde n'est pas d'accord. ARCHIVES MATTHIAS KÄSER

Le directeur biennois de l'Action sociale et de la sécurité, Beat Feurer reconnaît qu'«après une analyse des données dans la région, force est de constater que les forfaits actuels étaient trop bas par rapport aux besoins sur le terrain.» Concrètement, le nombre de dépassements des forfaits a augmenté de 100 dossiers ces derniers quatre ans. Ils sont désormais 784 à payer

d'avantage que ce qu'offre l'aide sociale sur les quelque 3500 ménages soutenus à Bienne. Et ce cas de figure touche en majorité les foyers d'une à deux personnes (qui représentent 80% des bénéficiaires de l'aide sociale), d'où la décision de soutenir uniquement ces ménages. Les raisons de cette évolution sont multiples. «Les personnes à l'aide sociale décident parfois

de rester dans un appartement plus cher car ils escomptent retrouver l'indépendance dans un court délai. C'est un calcul raisonnable, puisque nous ouvrons et refermons environ 700 dossiers chaque année. D'autres ménages préfèrent payer un peu plus par confort ou pour ne pas perturber le parcours scolaire d'un enfant en changeant de quartier», énumère Beat Feurer.

Selon lui, l'augmentation des loyers ou le manque d'appartement abordables à Bienne ne font pas partie des soucis principaux. «Depuis quatre ans, le prix moyen d'un loyer au mètre carré n'a que peu fluctué. Il est passé de 184 francs à 185 francs pour une année», calcule le directeur de l'Action sociale. Quant aux appartements à disposition, il en dénombre plus de 6100 d'une à deux pièces à

Bienne et environ 4900 coûtant moins de 950 francs mensuels. «Cela devrait suffire, même s'ils ne sont évidemment pas réservés aux bénéficiaires de l'aide sociale», estime Beat Feurer.

Logements insuffisants?

Directeur de l'association d'aide au logement Casanostra, Daniel Bachmann ne corrobore pas cette appréciation. «Sur le marché, nous trouvons très peu de logements adaptés pour les personnes à bas revenus que nous accompagnons. Obstacle supplémentaire: de plus en plus d'étudiants s'installent à Bienne à cause des nouveaux établissements de formation. Et ces profils sont généralement privilégiés par les régies frileuses à accueillir des locataires subventionnés.»

Daniel Bachmann se réjouit de cette augmentation. Mais il ne va pas jusqu'à sauter de joie. «Ces 50 francs représentent beaucoup pour les personnes précaires. Toutefois, les aides biennoises restent modestes, comparé à la majorité de Cantons qui offrent des forfaits à l'entretien plus élevés. D'ailleurs, les loyers pourraient encore grimper, à cause de la hausse des taux hypothécaires. Mais l'aide sociale est toujours en retard», souffle-t-il.

Cette aide aurait pu arriver il y a trois mois, mais Beat Feurer préparait sa succession. Il passera en effet le relais à Natasha Pittet dans quelques jours. «Et il importait de s'accorder sur cette décision, afin de garantir sa pérennité», complète-t-il.

*prénom connu de la rédaction

La Confédération appelée à aider davantage l'Iran

SOLIDARITÉ Aux côtés de huit des plus grandes villes de Suisse, Bienne souhaite la mise en œuvre de mesures concrètes contre les violations des droits humains dans ce pays du Moyen-Orient.

La Ville de Bienne s'associe à huit autres villes dans le cadre d'un appel au Conseil fédéral pour la mise en œuvre de mesures contre les violations des droits humains en Iran. Cette action s'inscrit dans une volonté de proposer une position suisse conjointe en faveur de la paix, de la démocratie et des droits humains, lit-on dans un communiqué de mardi.

Le 16 septembre 2022, Jina Mahsa Amini, une jeune femme de 22 ans, a été arrêtée, battue et mortellement blessée par la police iranienne des mœurs, sous prétexte qu'elle ne portait pas son foulard conformément à la loi. Depuis, les Iraniens manifestent contre le régime des mollahs.

«Dans une lettre commune adressée au Conseil fédéral, les

représentants et représentantes des Exécutifs des plus grandes villes suisses demandent la mise en œuvre de mesures concrètes contre les violations des droits humains en Iran», apprend-on encore dans la communication commune.

Revoir la politique fédérale

La prise de position veut répondre à la préoccupation des



Le maire de Bienne, Erich Fehr, veut que la Suisse réagisse. JONAS SCHECK

Biennois. «Nous avons eu beaucoup de sollicitations de la population qui se sent concernée par les événements iraniens. J'ai décidé de soutenir

cet appel parce que 9 des 10 plus grandes villes de Suisse sont de l'avis qu'il est bon d'interpeller le Conseil fédéral», explique Erich Fehr, maire de

la Ville de Bienne, au micro de Canal 3.

Concrètement, l'appel doit mettre la pression sur le Conseil fédéral sur la question des violations des droits humains. «Nous voulons une prise de position claire sur le sujet. L'objectif est que le Conseil fédéral reconsidère la non-adhésion aux sanctions de l'Union européenne envers l'Iran», précise-t-il.

Cet appel ne pose pas de problème au maire de Bienne puisqu'il ne s'agit pas d'un conflit armé et que la neutralité du pays reste indemne. Quant à savoir le rôle des grandes villes dans la politique internationale, Erich Fehr estime que, dans le cas présent, «la violation des droits humains des femmes est flagrante et la réaction de la Suisse insuffisante». **EH-AWA**